

## PROGRAMME CONJOINT SYSTEME D'ALERTE PRECOCE ET ACTIONS ANTICIPATOIRES A MADAGASCAR

### RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME<sup>1</sup> PERIODE DU RAPPORT: 1 JANVIER 2024 – 31 MARS 2025

Titre du Programme et Référence du Projet	Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques <sup>2</sup>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Titre du Programme: Opérationnalisation du Système d'Alerte Précoce (SAP) et des Actions Anticipatoires (AA) dans le Grand Sud pour une anticipation du risque de sécheresse et une résilience accrue des populations et des institutions de Madagascar</li> <li>Réf. du Programme JMG00</li> <li>Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:<sup>3</sup> 2022/00808/RQ/01/03</li> </ul>	<p>Pays : Madagascar</p> <p>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques :</p> <p>Développement, assistance.</p>
Organisation(s) Participante(s)	Partenaires de mise en œuvre
<p>Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>FAO</li> <li>PAM</li> <li>UNICEF</li> <li>PNUD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cellule de la Prévention et de la Gestion des Urgences (CPGU)</li> <li>Bureau National de Gestion de des Risques de Catastrophes (BNGRC)</li> <li>Direction Générale de la Météorologie (DGM),</li> <li>Office National de la Nutrition</li> <li>Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA)</li> </ul>
Budget du Programme/Projet (US\$)	Durée du Programme (mois)
<p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document</p>	<p>Durée totale</p>
<p>du projet:</p>	<p>34 mois</p>
<p>Contribution du Fonds<sup>4</sup> :</p>	<p>Date de démarrage<sup>5</sup></p>
<p>USD 1 220 587,79</p>	<p>02/12/2022</p>
<p>USD 1 041 666,67</p>	<p>Date de clôture originale<sup>6</sup></p>
	<p>31/08/2021</p>
	<p>Date de clôture actuelle<sup>7</sup></p>
	<p>30/06/2025</p>

<sup>1</sup> Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

<sup>2</sup> Résultats Stratégiques, tels que formulés dans le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) (p. ex. UNDAF) ou document du projet;

<sup>3</sup> Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé “Project ID” sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#)).

<sup>4</sup> La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

<sup>5</sup> La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du [Bureau MPTF \(MPTF Office GATEWAY\)](#)

<sup>6</sup> Tel qu'approuvé sur le document de projet originale par l'organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

<sup>7</sup> Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n'est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de

• PNUD	676 594,78
• FAO	184 979,26
• PAM	188 055, 51
• UNICEF	170 958,24

Contribution des agences      USD 178 921,23

### Évaluation du Programme

Evaluation - à joindre le cas échéant

Oui  Non Date: *dd.mm.yyyy*

Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant

Oui  Non Date: *dd.mm.yyyy*

### Soumis par:

- Nom: Edoxie Rasoanantenaina
- Titre: Chef de projet
- Organisation Participante (“Lead Agency”): UNDP
- Adresse e-mail:  
[edoxie.rasoanantenaina@undp.org](mailto:edoxie.rasoanantenaina@undp.org)

---

clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l’Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

## RÉSUMÉ

Mis en place par quatre agences, UNDP, PAM, FAO et UNICEF et administré par le MPTFO, ce projet lancé en 1<sup>er</sup> septembre 2022 entre actuellement dans sa phase finale de mise en œuvre.

Des progrès significatifs ont été réalisés, notamment sur la conception de l'outil de suivi de la sécheresse. Les systèmes d'information au niveau de l'UNICEF, PAM, FAO, et OIM sont désormais intégrés. Toutefois, l'intégration des données nutritionnelles reste à finaliser afin d'améliorer la précision des analyses et des décisions. Les seuils utilisés dans les différents systèmes ont été considérés dans cet outil, et Start Net Work, WHH, ACF et CPGU ont activement participé à la sélection des indicateurs majeurs pour le suivi de la sécheresse. Ces seuils ont pu être utilisés pour déclencher les actions anticipatoires pendant la période de crise au mois de septembre jusqu'au mois de Mars. Il en est ainsi, du cas de la FAO et du PAM. L'INFORM sous national est devenu un outil incontournable pour les acteurs de développement et les universitaires. Il a été utilisé pour la sélection de la zone d'intervention de pacte vert et une source de données pour les étudiants qui se lancent dans les recherches. Le suivi des ressources en eau s'est aussi amélioré grâce à l'installation des 22 piézomètres dans les zones les plus exposées à la sécheresse.

En 2024, une revue de la méthodologie de mise à jour des plans de contingence sécheresse a été réalisée sous la direction du BNGRC, avec la participation des membres du groupe de travail des actions anticipatoires (**les membres de Start Net Work, ONG local et Agences UN**), la DGM et le Groupe de Travail Technique des Actions Anticipatoires (GTT AA). À la suite de cette mise à jour, le projet a actualisé le plan de contingence sécheresse pour les régions Androy et Anosy, en cours de validation par le BNGRC. Étant donné l'évolution du contexte climatique, l'intégration des risques liés aux cyclones et aux inondations s'avère nécessaire. Par ailleurs, les systèmes d'information gérés par les différents acteurs régionaux restent pleinement opérationnels au niveau régional.

En 2024, l'approche adoptée pour la mise en œuvre des activités s'est appuyée sur la mobilisation des principales institutions étatiques, des intervenants dans le Sud et des experts internationaux. L'objectif était d'intégrer et de concilier les expertises aux niveaux national, régional et mondial afin d'assurer la qualité des résultats. Au niveau national, la participation de Cellule de Prévention et de la Gestion des Urgences, du Bureau National de Gestion de Risque de Catastrophe, les ONG membres du Start Net work, de la croix rouge et les membres de groupes de travail technique des actions anticipatoires ont permis d'avoir des avancées dans la réalisation de l'ensemble des activités « 1.1 : *Procéder à une étude de base dont l'objectif sera : (1) clarifier les données et SI fiables et utilisables, (2) clarifier les éventuels opportunités et gaps pour les SAP et AA non identifiés, (3) procéder à une cartographie/profil des risques de sécheresse sur la base des données existantes (actuelles et historiques)* » , « 1.3 : *Élaboration du cadre harmonisé et opérationnel pour l'alerte précoce et les AA face aux sécheresses dans le Grand Sud avec les textes légaux/réglementaires nécessaires pour leur application* » et « 1.4 : *Mise en place d'un écosystème unique pour le SAP/AA géré par des institutions clés aux capacités renforcées et capable de produire des alertes précoce basées sur les impacts potentiels déclenchant des actions anticipatoires précises* » . À l'échelle internationale, l'implication de l'équipe du SDG AI LAB, du PNUD Istanbul, ainsi que des équipes de l'INFORM et de l'UNICEF a contribué à affiner la conception du modèle INFORM Risk et du tableau de bord de suivi de la sécheresse.

Pour assurer la mise en œuvre effective des activités « 1.1 : *Procéder à une étude de base dont l'objectif sera : (1) clarifier les données et SI fiables et utilisables, (2) clarifier les éventuels opportunités et gaps pour les SAP et AA non identifiés, (3) procéder à une cartographie/profil des risques de sécheresse sur la base des données existantes (actuelles et historiques)* » , « 1.2 : *Renforcer les capacités pour la coordination et l'harmonisation des SI existants solides identifiés dans l'activité 1, afin d'établir les liens fonctionnels efficents reposant sur des informations multidimensionnelles précises* ». « 1.3 : *Élaboration du cadre harmonisé et opérationnel pour*

*l'alerte précoce et les AA face aux sécheresses dans le Grand Sud avec les textes légaux/règlementaires nécessaires pour leur application » et « 1.4 : Mise en place d'un écosystème unique pour le SAP/AA géré par des institutions clés aux capacités renforcées et capable de produire des alertes précoces basées sur les impacts potentiels déclenchant des actions anticipatoires précises », « 1.5 : Mettre à jour ou élaborer les plans de contingence sécheresse régionaux opérationnels pour les districts cibles déterminés dans les activités, incluant le SAP et les Actions Anticipatoires et renforcer les capacités de mise en œuvre des acteurs clés » les actions suivantes ont été réalisées :*

- Finalisation du modèle INFORM Risk à l'échelle sous-nationale avec la participation des acteurs du développement et de l'humanitaire. Un groupe de travail technique a été mis en place pour assurer la collecte des données en vue de l'intégration des indicateurs de vulnérabilité et des risques liés aux aléas climatiques.
- Poursuite de l'alignement des approches et renforcement de la coordination avec les acteurs externes, notamment à travers la co-organisation d'actions avec les ONG et le gouvernement. Consultation de l'ensemble des utilisateurs et intervenants impliqués dans la gestion de la sécheresse dans le Grand Sud, ainsi que des acteurs humanitaires disposant de systèmes d'information et d'alerte précoce, afin de déterminer les indicateurs de sécheresse à intégrer dans le système d'alerte, notamment CPGU, OCHA et Start Net Work.
- Conduite de l'atelier de revue de la méthodologie de mise à jour du plan de contingence réalisé avec les membres du groupe de travail technique sur les actions anticipatoires aux niveaux national et régional sur lesquels le projet va s'appuyer pour l'implémentation d'une grande partie des activités, etc.
- Intégration des dimensions de migration dans le dashboard de suivi de la sécheresse et INFORM risk.
- Atelier de travail avec la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage et les partenaires opérationnels dans le sud sur la méthodologie d'estimation de la prévision de la production agricole avec un modèle incluant les différents systèmes d'informations existants: Statistique Agricole et Evaluation de la Production Agricole et Sécurité Alimentaire.
- Mise à jour du cadre harmonisé des Actions Anticipatoires. Les seuils d'alerte pour les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition sont établis pendant la séance organisée avec l'ensemble des représentants des Ministères concernés. Par contre pour la sécurité alimentaire celle-ci est en attente de validation des Groupes Thématiques sous la direction du Bureau National de Gestion de Risque de Catastrophe.
- Réalisation des études géophysiques sur l'implantation stratégique des points de surveillance de la nappe phréatique. Cette étude a été conduite avec la participation de la Direction Régionale de l'Eau de l'assainissement et de l'Hygiène (DREAH), l'équipe technique de l'UNICEF avec la participation du spécialiste au niveau du Siège et la société privée Madagreen power.
- Intégration des indicateurs hydrologiques météorologiques et Agriculture dans le dashboard de suivi de la sécheresse. Une consultation des communautés au niveau local et les acteurs au niveau des 3 Regions (Atsimo Andrefana, Androy et Anosy) a aussi été réalisée par le consultant expert en système d'alerte. L'objectif était de discuter sur la compréhension de risque, les différents indicateurs utilisés par les acteurs et communauté au niveau local ainsi que les différents systèmes d'information et canaux utilisés.
- Maintenance continue des écosystèmes numériques des Actions Anticipatoires (Maptool, ARV), renforcement de capacités de la Direction Générale de Météorologie (DGM) dans l'amélioration des prévisions saisonnières;
- Mise à jour du Plan de préparation à la sécheresse au niveau des regions de l'Androy et de l'Anosy. Cette activité a été réalisée avec les différents acteurs au niveau régional, DRAE, DREAH, Direction Régionale de l'Education et l'ensemble des intervenants dans le sud sous le lead du BNGRC et la participation de la CPGU.

- Déclenchement et organisation de cash transfert pour 1001 ménages dans le District d'Ampanihy et de Tsihombe pendant la période de crise du mois de septembre 2024 au mois de mars 2025.

## I. Objectifs

En capitalisant sur les avantages comparatifs de chaque agence, le projet vise une anticipation inclusive et efficace des sécheresses par des populations, les institutions et les acteurs privés. Le projet se propose d'opérationnaliser un SAP sécheresse holistique dans le Grand Sud informant des actions anticipatoires précises et reposant sur un cadre harmonisé et des mécanismes d'activation solides.

Dans ce projet, les résultats sont regroupés en deux grandes catégories. La première vise principalement à opérationnaliser le système d'alerte précoce en sécheresse afin d'assurer l'activation des actions anticipatoires, tandis que la seconde concerne la fourniture d'une assistance technique en cas d'urgence.

**Output 1 :** Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadre et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud.

**Output 2 :** Crisis Modifier

## II. Résultats

- **Résultat 1 :** Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud

Le tableau de bord pour le suivi de la sécheresse a été développé par l'équipe du PNUD depuis mai 2024. Plusieurs séances de présentation ont été organisées afin de recueillir les observations et recommandations des parties prenantes sur l'ensemble des indicateurs.

Les institutions étatiques, notamment BNGRC, CPGU et DGM, ainsi que les CTD (Régions) ont déjà formulé leurs remarques, principalement dans ce sens : i) Accélérer la signature de la convention sur le partage des données entre les acteurs clés identifiés, afin d'assurer un partage efficient et continu et garantir l'actualisation régulière du Modèle INFORM RISK et du Dashboard Sécheresse; ii) Pour la composante environnementale, solliciter l'ONE et les services spécialisés du Ministère de l'Environnement Développement Durable pour la production d'indicateurs ; iii) Finaliser l'INFORM Sous-National d'ici fin mars, tout en poursuivant sa mise à jour continue et assurer sa prise en main par les utilisateurs et sa maintenance... Des sessions individuelles ont également été menées avec les agences des Nations Unies, dont UNICEF, FAO, PAM et les ONG membres du Start Net Work. La recommandation la plus significative a souligné la nécessité de prendre en compte les efforts déjà déployés par les différents acteurs humanitaires. Actuellement, les indicateurs utilisés dans le système proviennent principalement de sources ouvertes. L'intégration des indicateurs officielles nationales sera effectuée une fois le cadre légal sur le partage de données finalisé.

Ainsi, pour garantir la sécurité des communautés, les différents systèmes d'alerte gérés par chaque agence et ONG resteront en fonction jusqu'à l'opérationnalisation du nouveau système, assurant ainsi une couverture continue de la population dans la zone d'intervention du projet.

En attendant la finalisation du système d'alerte précoce contre la sécheresse, les outils actuellement disponibles continuent d'être utilisés. À noter que le tableau de bord de suivi de la sécheresse est en cours de finalisation. Par ailleurs, l'équipe d'INFORM Warning est actuellement opérationnel pour la détermination des seuils d'alerte.

Une mission de consultation a été menée à la fin du mois de février 2025 afin d'échanger avec les acteurs sur le concept de seuil de déclenchement d'alerte et de présenter le tableau de bord de suivi de la sécheresse. Cette discussion a favorisé une meilleure compréhension et une adhésion des parties prenantes à l'intérêt et à l'utilité du système d'alerte précoce intégré.

En septembre 2024, les plans de préparation ont été mis à jour. Le BNGRC a dirigé la révision de la méthodologie de mise à jour du plan de contingence, avec un appui financier et technique de l'UNICEF et PAM. Des représentants de plusieurs ministères, notamment ceux de l'Éducation, de la Santé et de l'Agriculture, DGM et CPGU, ont pris part aux discussions. Cette approche intersectorielle a permis d'identifier les principales actions à entreprendre à chaque niveau d'alerte et de préciser les responsabilités des différents acteurs impliqués.

Des exercices de définition des seuils d'alerte ont été réalisés dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'eau, hygiène et assainissement (WASH), ainsi que de la sécurité alimentaire. Les seuils de déclenchement des alertes et les actions anticipatoires sont désormais établis et seront intégrés au système. Par ailleurs, des actions de sensibilisation communautaire ont été planifiées dans chaque SOP pour chaque secteur durant la période critique de la sécheresse.

La mise à jour du plan de préparation à la sécheresse s'appuie sur les résultats de l'exercice mené dans le cadre de l'élaboration du plan de réponse humanitaire. Finalisé en juin 2024, ce dernier intègre, à l'échelle nationale, les scénarios, les seuils d'alerte et les mécanismes de réponse face à la sécheresse, aux inondations et aux cyclones. Ainsi, les objectifs du projet sont pris en compte à la fois dans le plan de réponse humanitaire et dans le plan de préparation à la sécheresse.

Par ailleurs, le cadre harmonisé est en cours de finalisation. Cette activité, déjà planifiée par PAM et FAO pour les derniers trimestres de l'année, est menée sous la direction du BNGRC avec la participation du groupe de travail technique sur les actions anticipatoires.

## Résultat 2 : Crisis modifier

Le bulletin Early Warning Anticipatory Actions (EWAA) ainsi que le bulletin Maptool ont permis de déclencher une action anticipatoire pour novembre 2024. Le seuil d'activation des Actions Anticipatoires contre la sécheresse a été atteint avec un score de 55 % dans les districts de Betioky, Ampanihy Ouest, Ambovombe, Bekily, Beloha et Tsihombe.

Ainsi, 1 001 ménages ont bénéficié d'une assistance alimentaire via des transferts monétaires. La répartition s'établit comme suit :

- **374 ménages à Nikoly**, district de Tsihombe, recevant chacun 240 000 Ar, avec une double ration distribuée en une seule fois entre le 20 et le 24 mars sous les Actions Anticipatoires du PAM.
- **627 ménages soutenus par la FAO** dans les communes de Beara, Belafika, Gogogogo et Maniry, district Ampanihy, recevant chacun une ration unique en une seule distribution.

- **Retards dans la mise en œuvre, défis, leçons apprises et meilleures pratiques**

Pour l'ensemble des activités, les éléments suivants étaient la base du retard :

- L'indisponibilité de données officielles pour la construction du modèle INFORM Risk subnational et du dashboard de suivi de la sécheresse ;
- La saison cyclonique ;
- La disponibilité des membres de Technical Working Group Anticipatory Action ;

Bien que prévisible, la disponibilité et le partage des données officielles ont entraîné un retard dans la mise en œuvre des activités. Afin de progresser, l'équipe technique a donc utilisé des données issues de sources ouvertes pour finaliser les deux outils. Néanmoins, la CPGU, Institut National de la statistique ainsi que diverses ONG disposant de systèmes d'information et d'alerte opérationnels ont facilité la collaboration en partageant leurs données. Afin de finaliser le modèle INFORM Risk Sub National, un groupe de travail dédié à la collecte et au partage des sources de données a été mis en place pour garantir la réalisation de l'activité.

En raison de la saison cyclonique, la mobilisation des intervenants humanitaires ainsi que du BNGRC et CPGU pour l'organisation de la réponse humanitaire a eu un impact sur la mise en œuvre de l'activité. Ainsi, la planification a été adaptée en fonction de la disponibilité des membres des groupes de travail technique sur les actions anticipatoires. De plus, des points focaux ont été désignés au sein du BNGRC et du CPGU afin de garantir l'avancement du projet.

Pour la mise à jour du cadre harmonisé des actions anticipatoires, les activités doivent être réalisées avec les membres de groupe de travail technique des actions anticipatoires. La mise en œuvre de cette activité dépend ainsi de la disponibilité des membres et aussi suivant leur planification. Pour avancer, le PAM et la FAO ont initié l'organisation de l'atelier de révision de la méthodologie de mise à jour du plan de contingence au niveau régional en impliquant les membres des groupes de travail des Actions Anticipatoires et aussi le BNGRC.

- **Évaluation qualitative**

Pour concrétiser les activités prévues pour l'année 2024, des réunions régulières ont été tenues afin de suivre les progrès de chaque agence, PAM, FAO, UNICEF et PNUD. Ces réunions ont facilité l'identification des éventuels obstacles à la mise en œuvre des activités et ont permis d'ajuster la stratégie en conséquence.

## ii) Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance

	<b>Indicateurs atteints</b>	<b>Raisons d'éventuel(s) écart(s)</b>	<b>Source de vérification</b>
<b>Résultat 1<sup>8</sup> : Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud.</b>			
<b>Produit 1.1</b>  <b>Indicateur 1.1.1 :</b> Nombre de personnes ayant accès à l'Information, l'Éducation la Communication en RRC  <b>Indicateur de référence:</b> 336434 <b>Indicateur cible:</b> 336.500	336 434 (336 500)	Pour cette période, deux activités ont été réalisées dans le cadre de cet indicateur. Intégration des dimensions de migration dans le dashboard et INFORM risk. Atelier de travail avec la DRAE et les partenaires opérationnels dans le sud sur la méthodologie d'estimation de la prévision de la production agricole avec un modèle incluant les différents systèmes d'informations existants : STATAGRI, EPASA. Mise en place de 22 piézomètres dans les zones à risque afin de surveiller les ressources en eau.	Le dashboard de suivi de la sécheresse <a href="https://undp-dews.pages.dev/?lang=fr#">https://undp-dews.pages.dev/?lang=fr#</a>  Rapport de l'atelier avec le Directeur de l'Agriculture et de l'Elevage. <a href="#">Rapport atelier estimation de production agricole SAP ECHO.pdf</a>  Bulletin m.water <a href="#">Bulletin d'alerte sécheresse du Grand Sud de Madagascar-2025   UNICEF</a>  <a href="https://mgmerl.mwater.co/#/autres_sources">https://mgmerl.mwater.co/#/autres_sources</a>
<b>Indicateur 1.1.2 :</b> Nombre de personnes couvertes par un Système d'Alerte Précoce (SAP) fonctionnel  <b>Indicateur de référence:</b> 1.346.007 <b>Indicateur cible:</b> 1.346.007	1.346.007	Le Cadre harmonisé des Actions Anticipatoires a été mis à jour (Les seuils d'alerte pour les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition sont établis; proposition de seuil pour la sécurité alimentaire) en attente de validation des Groupes Thématiques sous la direction du BNGRC. La DGM poursuit la diffusion des bulletins de prévision saisonnière. Par ailleurs, les bulletins d'information sur les	Les bulletins de prévision saisonnière. <a href="#">Madagascar AA FLEXDashboard OND PDF FR aout.pdf</a> <a href="#">Madagascar AA FLEXDashboard OND PDF FR sept.pdf</a> <a href="#">Madagascar AA FLEXDashboard OND PDF FR juillet.pdf</a>

<sup>8</sup> Note: Les résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tel qu'ils apparaissent sur le document du projet** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.

		ressources en eau constituent également une source d'information précieuse pour les acteurs et intervenants dans le Sud.	
<b>Indicateur 1.1.3 :</b> Nombre de personnes couvertes par des mesures précocees/plans de contingence <b>Indicateur de référence:</b> 673.003 <b>Indicateur cible:</b> 673.003	673 003	<p>Plan de preparation à la sécheresse au niveau des regions de l'Androy et de l'Anosy en draft et en cours de mise à jour.</p> <p>Le plan de préparation, ou plan de contingence, a été harmonisé avec le plan de réponse humanitaire 2024 afin de garantir la cohérence entre les activités de préparation et de réponse.</p>	<p>Plan de préparation à la sécheresse mise à jour.  <a href="#">Plan de préparation - Secheresse 2024.odt</a></p>
<b>Indicateur 1.1.4 :</b> Nombre de personnes qui participent à des interventions qui améliorent leur capacité à faire face à des chocs désastre <b>Indicateur de référence:</b> 0 <b>Indicateur cible:</b> 100	0	L'exercice de simulation pour le test du plan de préparation en sécheresse sera organisé après la validation dudit plan prévue courant	
<b>Produit 2 :</b> <i>Crisis modifier</i> <b>Indicateur 2.1 :</b> Nombre de personnes recevant des	1001 (1369)	<p>1001 ménages ont bénéficié un appui nutritionnel à travers le cash transfert.</p> <p><b>374 ménages à Nikoly</b>, district de Tsihombe, recevant chacun 240 000 Ar, avec une double ration distribuée en une seule fois entre le</p>	<p>Rapport PAM et FAO  <a href="#">Rapport de distribution de cash à Nikoly (001).docx</a>  <a href="#">Mise en oeuvre du crisis modifier en appui aux interventions de la FAO Commune Mnairy.pdf</a></p>

<p>transferts d'espèces multi-usage sur la base d'évaluations rapides effectuées par les partenaires du projet au sein de la coordination humanitaire</p> <p><b>Indicateur de référence:</b> 0</p> <p><b>Indicateur cible:</b> 2043</p>	<p>20 et le 24 mars sous les Actions Anticipatoires du PAM.</p> <p><b>627 ménages soutenus par la FAO</b> dans les communes de Beara, Belafika, Gogogogo et Maniry, district Ampanihy, recevant chacun une ration unique en une seule distribution.</p>	
<p><b>Indicateur 2.2 :</b> Le temps prévu entre l'alerte et le déclenchement de la réponse anticipée ou humanitaire (24 à 72 heures) est respecté</p> <p><b>Indicateur de référence:</b></p> <p><b>Indicateur cible:</b> 100%</p>	<p>5 mois</p> <p>Le bulletin <i>Early Warning Anticipatory Actions</i> (EWAA) ainsi que le bulletin <i>Maptool</i> ont permis de déclencher une action anticipatoire pour novembre 2024. Le seuil d'activation des Actions Anticipatoires contre la sécheresse a été atteint avec un score de 55 % dans les districts de Betioky, Ampanihy Ouest, Ambovombe, Bekily, Beloha et Tsihombe.</p>	<p>Rapport PAM et FAO  <a href="#">Rapport de distribution de cash à Nikoly (001).docx</a>  <a href="#">Mise en oeuvre du crisis modifier en appui aux interventions de la FAO Commune Mnairy.pdf</a></p> <p>Bulletin EWAA  <a href="#">Score d'activation AA-FAO.pdf</a></p> <p>Bulletin Maptool/IPC  <a href="#">IPC_Madagascar_Acute_Food_Insecurity_Oct2023_Sept2024_Report_French_vf.pdf</a></p>

### **iii) Une illustration narrative spécifique**

[Projet ECHO \( Opérationnalisation du système d'alerte précoce et des actions anticipatoires dans le Grand Sud \) : Une Révolution dans la Gestion des Risques et Catastrophes à Madagascar | Programme De Développement Des Nations Unies](#)

[Les Systèmes d'alerte précoce à Madagascar : vision, coordination et durabilité du SAP, pour une meilleure anticipation des catastrophes | Programme De Développement Des Nations Unies](#)

#### **Problème / défi à confronter**

Le principal défi pour le projet réside dans son alignement avec les initiatives menées par les bailleurs traditionnels et les acteurs humanitaires qui interviennent également dans le cadre du système d'alerte précoce. Les initiatives visant à établir des systèmes d'alerte précoce se multiplient. Les principales institutions telles que le BNGRC, le CPGU et la DGM sont continuellement sollicitées par les partenaires techniques et financiers (PTF). Cette situation constitue un obstacle non seulement pour leurs activités quotidiennes, mais surtout pour l'accomplissement de leurs principales responsabilités. Les institutions peinent à répondre aux demandes de données et d'informations des acteurs en raison d'une insuffisance de ressources humaines et des équipements. De plus, les données demandées varient en fonction des besoins de chaque acteur.

#### **Interventions du programme**

Une des propositions avancées pour la mise en œuvre de l'activité consistait à organiser des réunions individuelles avec toutes les parties prenantes. L'objectif était d'explorer toutes les possibilités d'alignement de l'initiative afin de soulager l'État de l'exercice de ses responsabilités.

#### **Résultat (le cas échéant)**

Le principal résultat que le projet a obtenu jusqu'à présent semble être l'engagement de tous les ministères concernés dans l'élaboration du modèle INFORM. Les indicateurs et les données clés sur la vulnérabilité, les dangers et les capacités sont désormais accessibles. La mobilisation de tous ces acteurs a été assurée par les principales institutions, notamment le BNGRC et la CPGU. Le profil de risque est en cours de finalisation grâce au soutien technique apporté par le projet.

#### **Leçons apprises**

Il est crucial d'établir une coordination entre les intervenants humanitaires travaillant au niveau communautaire et les ministères, ainsi que leurs subdivisions, agences ou services techniques décentralisés, pour atteindre les objectifs du projet. Cette coordination a été initiée dès la conception du projet et sera renforcée pendant sa mise en œuvre afin d'assurer l'appropriation de toutes les parties prenantes et la pérennisation du système à développer.

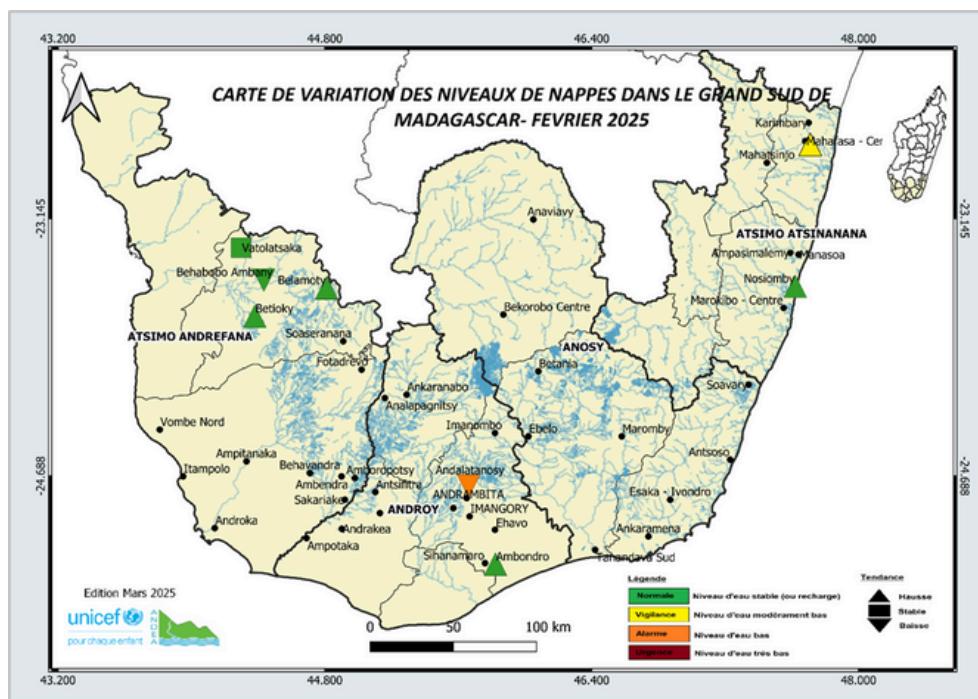


# BULLETIN DE MONITORING DE LA SÉCHERESSE DANS LE GRAND SUD ET SUD-EST DE MADAGASCAR



## SITUATION ACTUELLE - IMPACT DE LA SECHERESSE SUR LES RESSOURCES EN EAUX SOUTERRAINES

- #### • Situation des ressources en eaux souterraines



## **Figure 1. Etat des niveaux d'eau souterraine janvier 2025**

En février, de nouveaux sites ont été intégrés au système de suivi. 75 % des sites affichent des niveaux d'eau normaux (en recharge), tandis que 25 % présentent des niveaux bas, qualifiés d'alerte de type « Alarme » comme le site d'Andrambita dans la région Androy. Par ailleurs, 25 % des sites présentent des niveaux modérément bas, tels que le site de Mahavelo dans la région Atsimo Atsinanana, où la recharge a été notable.

Il est à noter que certains sites rencontrent des problèmes techniques, d'où l'absence de données pour ces quelques sites.

Dans le contexte de la conservation et de la protection des ressources en eau, il est crucial que les opérateurs et les gestionnaires des ressources restent vigilants. Même si la situation peut sembler favorable pour certaines régions, il est essentiel d'adopter des pratiques d'exploitation rationnelles afin de préserver les ressources en eau.

## SITUATION ACTUELLE - ETENDUE DE LA SECHERESSE

### Fraction de rayonnement photosynthétiquement actif (FPAR)

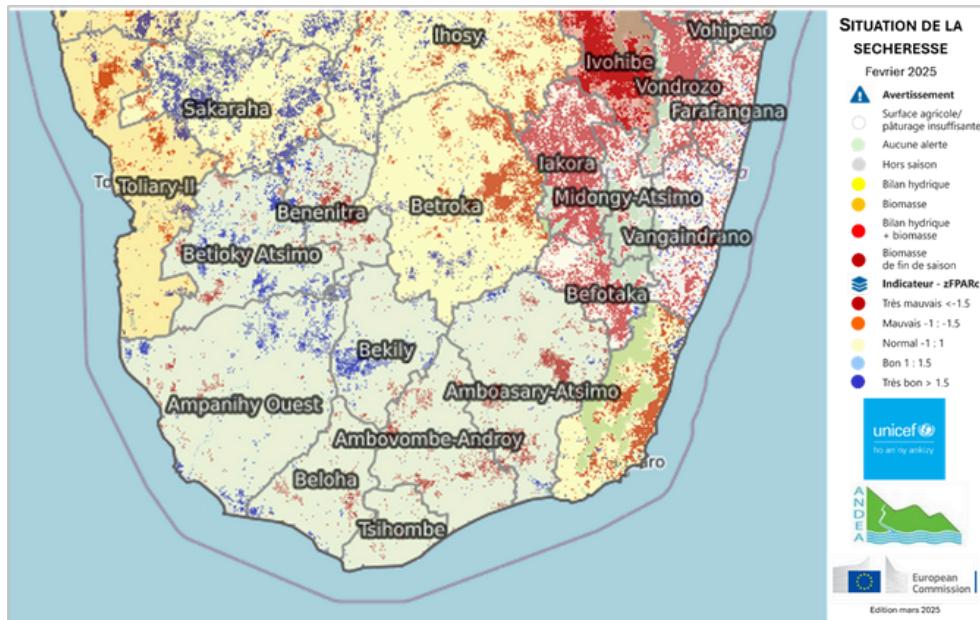


Figure 2. Situation de la sécheresse (FPAR) – février 2025 (Décade 06)

Source : [ASAP - Warning Explorer](#)

Comparée à janvier 2025, la situation en février 2025 s'est nettement améliorée. La grande partie des trois régions critique de janvier 2025 se répartissent actuellement dans la catégorie verte de l'alerte, correspondant à aucune alarme. Pour l'indicateur zFPARc, seule des petites parties affichent encore la couleur orange, signalant une amélioration de la situation même si la légende correspond encore à une anomalie négative. La plupart des districts affichent la couleur bleue correspondant à une bonne situation.

Prenons la région d'Androy, qui est encore la plus affectée par les anomalies négatives, pour en voir les détails.

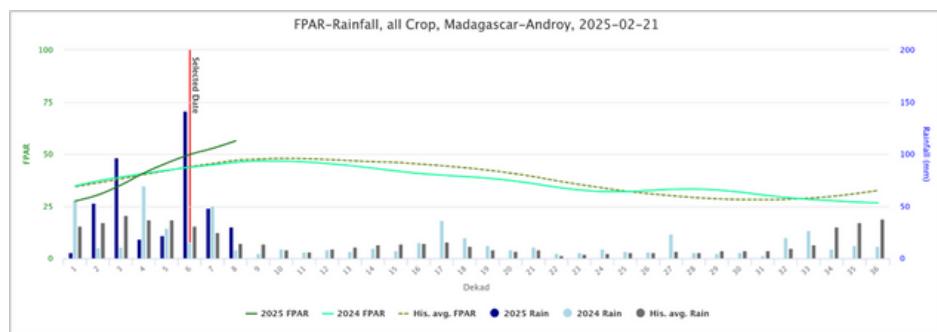


Figure 3. FPAR - Precipitation de Androy, 2025-02-21

Source : [ASAP - Warning Explorer](#)

Cette carte présente quatre groupes d'avertissements : déficit en eau, mauvaise croissance, combinaison des deux, et mauvaise croissance en fin de saison. Le groupe « équilibre hydrique » signale un manque d'eau. Le groupe « biomasse » montre des signes de mauvaise croissance. Le groupe combiné indique une croissance défavorable et des perspectives négatives. Le groupe « biomasse de fin de saison » révèle une mauvaise croissance en fin de saison. Trois classes supplémentaires sont incluses pour les unités sans avertissement négatif : surfaces agricoles insuffisantes, unités sans conditions critiques, et unités hors saison.

La dernière décennie de février 2025 D6 a été riche en précipitations (représentées en bleu marine), en lien avec le passage de cyclone et a alors dépassé largement la moyenne historique (en gris). Le mois de février est marqué par une augmentation palpable du FPAR, il est fortement en hausse exponentielle (ligne verte foncée) et dépasse largement la moyenne historique (ligne verte pointillée). Par conséquent, la situation est plus favorable. Cette situation est confirmée par le graphique suivant.

En février 2025, la région d'Androy à Madagascar montre des signes d'amélioration par rapport aux mois précédents. Le graphique indique que seulement 7% de la surface agricole active est affectée par une mauvaise végétation, et 1% souffre d'un déficit sévère en eau. Aucune zone n'est touchée par de mauvaises pluies au cours des 90 derniers jours, et 3% de la surface présente une végétation abondante.

Ces données suggèrent une amélioration des conditions, bien que des défis subsistent. La réduction des zones affectées par la mauvaise végétation et le déficit en eau est un signe positif, mais il est important de continuer à surveiller la situation pour assurer une reprise durable.

Crop active area affected by large anomalies - 2025-01-21 - Madagascar - Androy

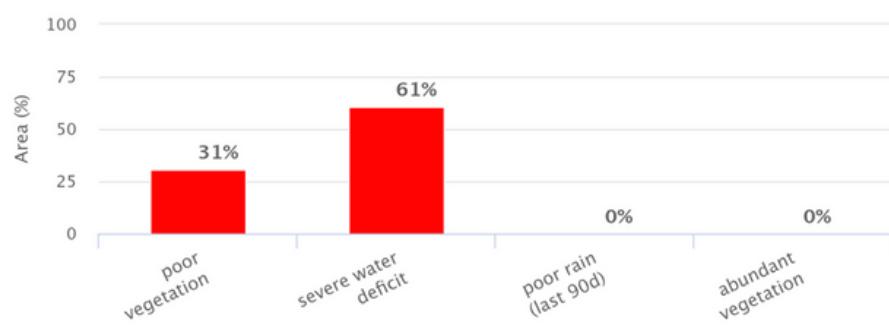
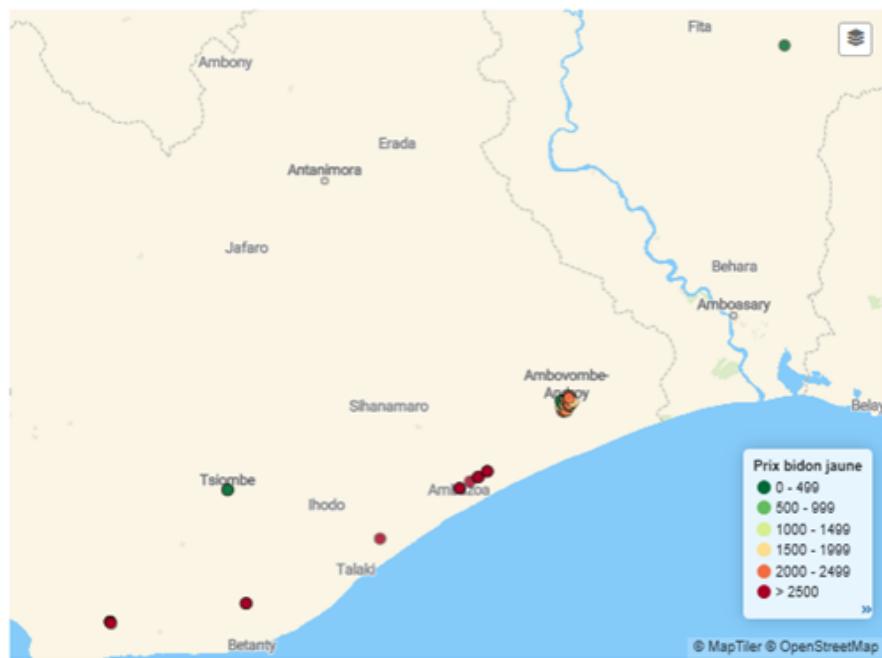


Figure 4. Pourcentage de zone affectée par de grandes anomalies de Androy - 2025-02-21

Source : [ASAP - Warning Explorer](#)

## PRIX DE L'EAU

- Prix du bidon de 20L d'eau auprès des vendeurs informels**



**Figure 5. Variations des prix d'un bidon d'eau de 20L chez les vendeurs informels**

Source : <https://go.mwater.co/mgmerl>

L'augmentation du prix de l'eau a largement dépassé les 500 %. À Ambovombe, le prix atteint environ 5 000 ariary par bidon, tandis qu'à Tsilombe, il est encore plus élevé, allant jusqu'à 8 000 ariary et même 10 000 ariary par bidon.



**Figure 6. Pourcentage d'augmentation des prix d'un bidon d'eau de 20L chez les vendeurs informels**

Source : <https://go.mwater.co/mgmerl>

En comparaison, le coût chez les vendeurs formels est de 100 ariary, tandis que chez les vendeurs informels, il est nettement plus élevé. Le prix d'un bidon de 20L chez les vendeurs informels atteignant 10 000 ariary représente une augmentation significative de 9900% par rapport aux vendeurs formels.

La pénurie d'eau dans la région d'Androy est clairement reflétée par l'augmentation significative des prix. Ces prix élevés témoignent de la gravité de la pénurie d'eau dans la région.

# LE SYSTEME DE MONITORING DE LA SECHERESSE

Depuis octobre 2024, les images NDVI ne sont plus fournies par le Centre commun de recherche (JRC) de l'Union européenne. En remplacement, des images de la fraction de rayonnement photosynthétiquement actif (FPAR) sont disponibles. Par conséquent, une mise à jour de la méthodologie a été nécessaire pour intégrer ces nouvelles données.

## CONTEXTE

Les précipitations erratiques et la sécheresse affectent gravement la sécurité alimentaire (via la croissance des cultures et pâtures/parcours), la disponibilité des eaux souterraines et le bien-être des communautés dans le sud de Madagascar. Une série d'épisodes de sécheresse dramatiques, le plus récent ayant eu lieu en 2021-2022, a accentué ce problème. L'eau souterraine, principale source pour les usages domestiques et l'agriculture, est de plus en plus menacée. La complexité hydrogéologique, la réduction de la recharge, le pompage excessif et une gestion inadéquate aggravent la situation, entraînant une baisse significative des niveaux d'eau souterraine. Cela se traduit par l'assèchement des puits, des sources et autres points d'eau vitaux. De plus, les ressources en eau souterraine accessibles souffrent souvent de problèmes de qualité, tels que la salinité excessive, des niveaux élevés de nitrates et la contamination bactériologique. Ces défis entravent considérablement la production agricole et posent de graves menaces à la sécurité alimentaire.

## METHODOLOGIE

L'UNICEF, en collaboration avec le Ministère de l'Eau, Assainissement et Hygiène (MEA), plus précisément avec l'Autorité Nationale De l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA), a développé un système de monitoring de la sécheresse (SMS) pour le sud de Madagascar. Ce système SMS comprend un système de surveillance des eaux souterraines (GMS) dont l'objectif principal est de renforcer la résilience dans les zones touchées par la sécheresse dans le sud de Madagascar.

Les données utilisées pour cette surveillance sont les suivantes :

- Les données mensuelles de niveaux d'eau et de salinité mesurées automatiquement à l'aide de data logger. Les mesures sont transférées sur des plateformes dédiées HTAnalytics et WaterMission puis analysées par rapport au niveau statique initial de chaque point d'eau, par l'équipe de ANDEA pour en déduire la tendance et le niveau d'alerte (Recharge [différence niveau eau>0], Vigilance [-0.5> différence niveau eau>-1.5], Alarme [-1.5> différence niveau eau>-3.5], Urgence [différence niveau eau<-3.5]).
- Le prix de l'eau fait aussi partie des données utilisées pour détecter les fluctuations correspondant à une alerte communautaire (au-delà de 2 000ar le prix du bidon de 20L auprès des vendeurs informels). Les données sont collectées par les acteurs locaux, insérées et analysées dans MGMERL (Madagascar Monitoring Evaluation Research and Learning, plateforme de gestion de données par UNICEF) par l'équipe de l'UNICEF.
- Les données satellitaires, à savoir la fraction de rayonnement photosynthétiquement actif (FPAR) absorbé par la végétation mesurée par l'instrument MODIS à bord des satellites Terra et Acqua, sont utilisées pour évaluer la biomasse de la végétation (cultures ou pâtures) tous les mois et ainsi détecter l'impact d'une éventuelle sécheresse sur la croissance des plantes. L'UNICEF utilise en particulier le zFPARc qui est le score standardisé (Z-score) du FPAR cumulé sur la saison de croissance de la végétation (FPARc) c'est-à-dire la période entre le début de saison et la date sélectionnée et qui indique de combien d'écart types la valeur actuelle de FPARc s'éloigne de sa valeur moyenne calculée sur la même période pour toutes les années disponibles (moyenne historique). Une probabilité d'occurrence est associée à chaque valeur de zFPARc, ce qui permet de caractériser la rareté d'un événement donné. Les données de FPAR et zFPARc sont fournies par le Joint Research Center (JRC) de l'Union Européenne et sont comparées à celles des années précédentes (notamment la moyenne historique) pour détecter et caractériser les situations de sécheresse sous forme de carte et graphes.

## BENEFICES

- Le Système de Monitoring de la Sécheresse ou SMS améliore la planification des pratiques d'adaptation à la sécheresse et aide à déclencher des réponses à la sécheresse dans le sud ;
- Le SMS permet la surveillance des eaux souterraines afin d'identifier les systèmes d'approvisionnement en eau potable présentant des risques de tarissement des nappes et/ou d'augmentation de la salinité ;
- Les données du SMS peuvent être combinées aux évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin de mieux cibler les populations vulnérables dans les districts du sud touchés par la sécheresse.

Pour plus d'informations :

**Autorité Nationale De l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA)**  
Nanisana Iadiambola  
Email: dpic@andeal.mg  
Web: andea.mg

**Fonds des Nations Unies pour l'Enfance**  
**Maison Communale des Nations Unies,**  
**Zone Galaxy Andraharo**  
B.P. 732 Antananarivo  
Tel: (261-20) 23 300 92  
Email: antananarivo@unicef.org  
Web: www.unicef.org/madagascar

\*Climate Hazards Group InfraRed Precipitation with Station data, <http://chg.usgs.edu/data/chirps/>

\*\* Moderate Resolution Imaging Spectroradiometer, <https://modis.gsfc.nasa.gov/data/>

© Union Européenne [2019] : Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion officielle de l'Union Européenne. La responsabilité des informations et des opinions exprimées dans cette publication incombe entièrement à l'auteur ou aux auteurs.



## Commune de Maniry

### CONTEXTE

Madagascar subit de plein fouet les impacts du changement climatique, notamment sécheresses, cyclones et inondations, qui fragilisent l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le Grand Sud, particulièrement touché par une sécheresse persistante, voit ses populations précaires basculer dans une survie extrême. L'enchaînement des crises et le manque d'alternatives économiques aggravent la pauvreté et réduisent la résilience. Les interventions humanitaires, bien que cruciales, restent principalement réactives et nécessitent des ressources conséquentes chaque année.

En effet, afin de coordonner les initiatives développées par toutes les Institutions, l'Union Européenne, à travers ECHO, a financé le projet « Opérationnalisation du Système d'Alerte Précoce et des Actions Anticipatoires dans le Grand Sud ». Afin d'évaluer l'efficacité de ce SAP, l'intégration du mécanisme "Crisis Modifier" parmi les résultats de ce projet est essentielle. Pour la FAO, l'activation de ce mécanisme s'est appuyée sur une analyse

consolidée des données issues de plusieurs systèmes, tels que le SISAV (Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité), l'EWAA (Early Warning Anticipatory Action), l'IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire), ainsi que les bulletins météorologiques. Cette activation a ensuite permis la mise en œuvre d'un transfert monétaire d'un montant de 120 000 Ariary, ciblant 681 ménages vulnérables.

### DÉCLENCHEMENT DU CRISIS MODIFIER DANS LA COMMUNE DE MANIRY



Le processus de mise en œuvre du Crisis Modifier a été déclenché après une alerte sécheresse en octobre 2024, dans le cadre du protocole de suivi de la sécheresse EWAA de la FAO, indiquant des conditions agricoles anormales aggravées par les prévisions de précipitations insuffisantes. Initialement jugée modérée, la vulnérabilité de la population a atteint un niveau élevé en novembre 2024, affectant gravement les régions Androy et Atsimo Andrefana. Les analyses IPC ont confirmé que la majorité des districts du Grand Sud étaient en insécurité alimentaire de phase 3 depuis septembre. Ampanihy, priorisé en raison de l'échec répété des cultures, a fait l'objet d'une évaluation en janvier 2025, aboutissant à l'identification de quatre communes prioritaires, dont Maniry, où un soutien renforcé aux interventions de la FAO a été mis en place pour atténuer les impacts de la sécheresse, avec pour objectif d'anticiper et/ou d'atténuer les impacts des précipitations anormalement faibles.



## Commune Maniry :

- Fokontany Ankarahara
- Fokontany Ankilimihamy



**20 000 Habitants | 16 Fokontany**



Malgré une pluviométrie annuelle limitée (500-600 mm), l'agriculture et l'élevage restent les principales activités économiques des populations locales, dans un paysage de savane ponctué de forêts rabougries. Les cultures vivrières (manioc, maïs, niébé) et de rente (arachide, canne à sucre, haricot, riz) coexistent avec le maraîchage (brèdes, tomates) et l'élevage (poulets gasy, moutons).

Le calendrier agricole, d'octobre à avril, est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques. Lors des saisons 2023-2024 et 2024-2025, une sécheresse prolongée a perturbé les semis de novembre, compromettant les récoltes. Les pluies de décembre et janvier ont été insuffisantes pour assurer une production viable. En outre, la commune a subi l'impact des cyclones Honde et Jude en février et mars, aggravant les pertes agricoles et pastorales.



### Appui à la production locale de semences à travers les PMS Ankarahara



### Apprentissage des agriculteurs et éleveurs à travers les champs écoles de producteurs (CEP)

#### Fokontany Ankarahara

- Mise en place d'un PMS avec la distribution de 240 kg de semences d'arachide Fleur 11, dont 120 kg en décembre 2023 et 120 kg en janvier 2025
- Dotation d'équipements agricoles au PMS, tels que charrue, bêche, râteaux, pulvérisateurs, etc.
- Production de 480 kg de semences pour la campagne 2023-2024, disponibles localement et bénéficiant à environ 101 agriculteurs
- Revenus générés pour le PMS s'élevant à 2 880 000 Ariary (621,48 USD)

#### Fokontany Ankilimihamy

- Mise en place et appui de 03 PMS
- Dotation de 10 000 tiges de manioc en décembre 2023, 8,6 kg de sorgho et 27 500 lianes en janvier 2025
- Dotation de petits matériels agricoles pour chaque PMS, tels que des charrues, bêches, pulvérisateurs, arrosoirs, des produits phytosanitaires et des sacs d'emballages
- Formation des PMS sur la production des semences en collaboration avec l'équipe du SOC
- Vente des produits de tiges de manioc lors de la foire aux semences organisée à Maniry

- Mise en place d'un CEP Elevage destiné à un groupement de 15 membres, dont 7 femmes et 8 hommes
- Dotation de 08 brebis et de matériaux de construction (goulette, madrier, ciment, etc.), ainsi que de matériels de petit élevage (mangeoires, etc.)
- Formation EIC pour les membres du CEP Elevage
- Dotation d'un cheptel de 4 brebis par membre, accompagnée d'un transfert monétaire de 240 000 Ariary (51,79 USD) par membre pour répliquer le modèle de bergerie

- Mise en place d'un CEP agriculture destiné à deux groupements : MIARAMANDRO (15 membres, dont 8 femmes et 7 hommes) et SOAJORO (15 membres, dont 5 femmes et 10 hommes) sur la thématique de PDCO
- Dotation de petits matériels agricoles au niveau du CEP, tels que des charrues et des bêches
- Dotation de semences pour apprentissage, incluant 2 400 lianes de PDCO, des tiges de manioc, 22,4 kg d'arachide, de niébé, de mil et des semences de cultures maraîchères
- Distribution de semences de 1 500 tiges de manioc et de 28 kg de niébé, de sorgho et de mil par participant au projet



## Distribution des coupons voucher

- Distribution des coupons à 21 participants au projet, dont 9 femmes et 12 hommes
- Valeur du coupon de 180 000 Ariary (38,84 USD) par participant pour l'acquisition de semences de leur choix (arachide, maïs, sorgho, niébé, tiges de manioc, lianes de PDCO, semences CUMA)
- 25 participants au projet durant la contre-saison 2024 et 22 durant la grande saison 2024-2025
- Valeur du coupon de 120 000 Ariary (25,90 USD) par participant durant la contre-saison pour l'acquisition de lianes de patate douce à chair orange (PDCO), arrosoirs, bêches et semences de cultures maraîchères (CUMA)
- Valeur du coupon de 180 000 Ariary (38,84 USD) durant la grande saison 2024-2025 permettant aux ménages d'acheter des semences d'arachide, maïs, sorgho, niébé, manioc et lianes



## UTILISATION DU TRANSFERT MONÉTAIRE DANS LE CADRE DU CRISIS MODIFIER

Entre le 10 et le 13 mars 2025, un transfert monétaire a été réalisé dans les fokontany d'Ankarahara et Ankilimihamy pour soutenir les ménages en pleine période de soudure, aggravée par l'absence de précipitations. Cette aide visait aussi à anticiper les impacts sur l'entretien des cultures et l'achat de semences. Bien qu'effectué après le cyclone Honde et avant Jude, le transfert a permis une réponse précoce aux dégâts du premier et une préparation au second.

Au total, 44 participants ont reçu chacun 120 000 Ar (25,90 USD), pour un montant global de 5 280 000 Ar (1 139,38 USD). L'aide a principalement servi à l'alimentation, mais aussi à l'achat de semences, aux travaux agricoles, à l'acquisition d'animaux et à la reconstruction des habitats endommagés.

CRITÈRES	FOKONTANY ANKARAHARA	FOKONTANY ANKILIMIHAMY
<b>NOMBRE DE PP APPUYÉS</b>	<b>14</b>	<b>30</b>
<b>MONTANT TOTAL DISTRIBUÉ (EN AR)</b>	<b>1 680 000 Ar (362,53 USD)</b>	<b>3 600 000 Ar (776,85 USD)</b>
<b>MONTANT PAR PARTICIPANT (EN AR)</b>	<b>120 000 Ar (25,90 USD)</b>	<b>120 000 Ar (25,90 USD)</b>
<b>UTILISATION DU CASH</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alimentation : 14/14 des PP</li> <li>- Achat semences : 3/13</li> <li>- Travail du sol : 3/13</li> <li>- Achats animaux : 1/14</li> <li>- Construction habitat : 1/14</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alimentation : 30/30</li> <li>- Entretien culture (sarclage) : 2/30</li> <li>- Achat lianes PDCO : 2/30</li> </ul>
<b>PART DES BÉNÉFICIAIRES UTILISANT LE CASH POUR L'ALIMENTATION</b>	<b>14/14 (100%)</b>	<b>30/30 (100%)</b>
<b>PART DES BÉNÉFICIAIRES ACHETANT DES SEMENCES POUR LA CONTRE-SAISON</b>	<b>3/13 (23%)</b>	-
<b>PART DES BÉNÉFICIAIRES EFFECTUANT DES TRAVAUX AGRICOLES</b>	<b>3/13 (23%)</b>	<b>2/30 (7%)</b>
<b>PART DES BÉNÉFICIAIRES ACHETANT DES ANIMAUX</b>	<b>1/14 (7%)</b>	-
<b>PART DES BÉNÉFICIAIRES RECONSTRUISANT DES HABITATS DÉTRUITS</b>	<b>1/14 (7%)</b>	-



Commune de Maniry  
Fokontany Ankilimihamy  
Membre GPS  
(21 membres : 10 femmes, 11 hommes)

## VOTSOBELO

Homme – 52 ans

### PRODUCTEUR MULTIPLICATEUR DE SEMENCE (PMS)

R  
Y  
O  
T  
S  
U  
S  
C  
C  
U

Il a été ciblé en tant que PMS en novembre 2023. Durant la grande saison 2023-2024, il a choisi comme spéculation à multiplier le manioc.

En novembre 2023, il a été formé avec d'autres PMS par la FAO, en collaboration avec l'équipe du SOC Atsimo-Andrefana, sur la production de semences SQD et conventionnelle. En décembre 2023, il a été doté de 10 000 tiges de manioc de variété Madarasy par la FAO.

En plus, pour cette activité, il a aussi reçu des PMA (1 charrue, 2 bêches, 2 râteaux, 1 pulvériseur, 2 paires de gants), des bâches, des sacs d'emballage, 1 balance et des produits phytosanitaires pour le traitement des plantes.

Durant la grande saison 2023-2024, il a pu emblaver 1,3 ha avec les tiges de manioc qu'il a reçues. Lors de la grande saison 2024-2025, une foire aux semences a été organisée par la FAO au niveau de la commune de Maniry. Il a pu vendre 5 200 tiges de manioc à 55 paysans lors de cette foire.

Il a aussi vendu ailleurs mais, pratiquant un système de culture mixte, lui et sa famille ont pu aussi profiter de la production de tubercules de manioc à partir de ces semences.

Pour la grande saison 2024-2025, Votsobelo a choisi la spéculation sorgho, et la FAO lui a doté 4,3 kg de semences à multiplier. Toutefois, ayant déjà acquis les techniques de multiplication de semences, et anticipant un possible besoin en lianes de PDCO lors de la contre-saison 2025, il a cherché des lianes de PDCO et les a multipliées sur son champ. Pendant la foire organisée par la FAO lors de la contre-saison 2025, il a alors pu vendre 1,5 tonne de lianes de PDCO dans la commune d'Ankilimivory.

Sa femme a été parmi les bénéficiaires du cash dans le cadre du Crisis Modifier. L'argent qu'elle a reçu, en plus de l'achat d'aliments, a été utilisé pour le sarclage du champ de production de sorgho de son mari.



# Rapport de distribution de cash à Nikoly

Région : Androy

District : Tsihombe

Commune : Nikoly

Mois de distribution : Mars 2025

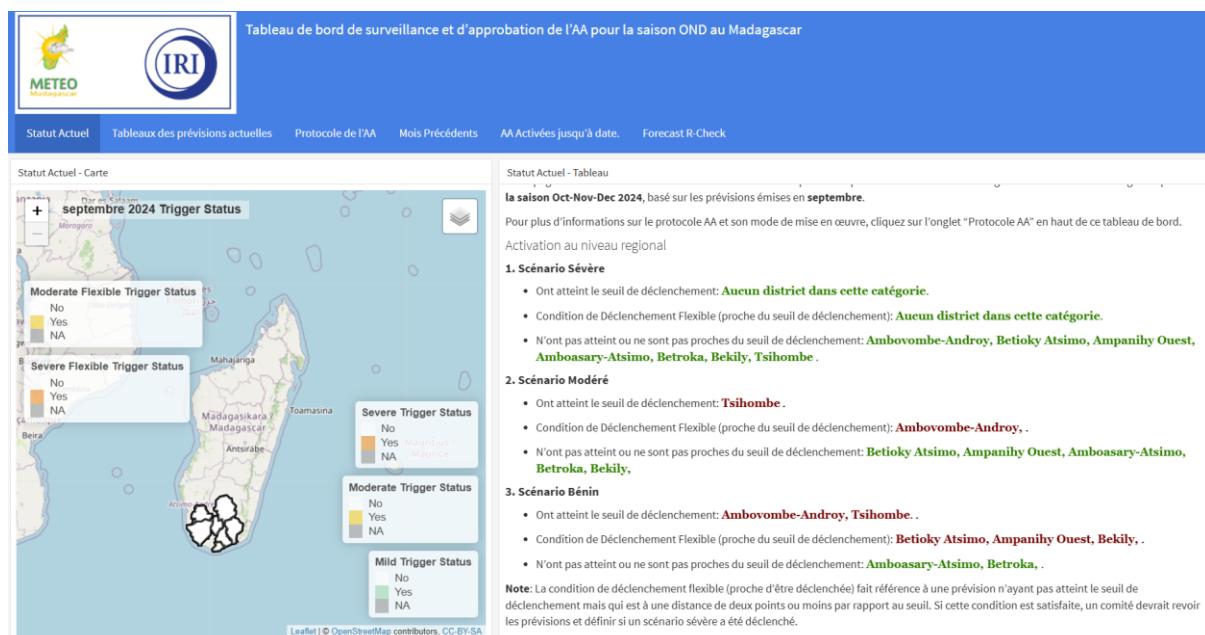
Nombre de bénéficiaires : 374 ménages

Montant reçu par bénéficiaire : 240.000 MGA pour une seule distribution

## Contexte de la distribution :

Ce cash distribution s'inscrit dans le cadre de l'activation du mécanisme de crisis du projet inter-agence SAP/AA, financé par ECHO.

Cette activation a été déclenchée à la suite du suivi de la sécheresse à l'aide de l'outil MapTool, qui a indiqué une situation de sécheresse modérée dans le district de Tsihombe, justifiant ainsi l'activation des actions anticipatoires dans cette zone.



## Critères de ciblage :

Les critères de ciblage sont les suivants :

- Affecté par des aléas climatiques, principalement la sécheresse En situation d'insécurité alimentaire chronique
- Pratique l'agriculture pluviale
- Âgé de plus de 18 ans

## Critères supplémentaires à prendre en compte :

- Ménages avec une taille familiale élevée (5 personnes ou plus)
- Ménages ayant des membres en situation de handicap ou atteints de maladies

- Ménages avec des femmes enceintes, des adolescentes ou des enfants de moins de deux ans
- Ménages dirigés par des femmes ou un homme - Famille monoparental
- Ménages ayant de personnes âgées
- Ménages ayant des enfants MAM/MAS

### **Thèmes de sensibilisation diffusés**

- Information sur l'assistance, l'objectif et la durée de l'assistance
- Sensibilisation sur la protection et l'abus sexuel

Il s'agit d'une sensibilisation de masse pendant la distribution et sera continuée par les agents communautaires de nutrition dans leur communauté respective selon le planning établi conjointement avec eux.

### **Processus de distribution**

Durée de distribution : 3 heures

1. Regroupement dans l'aire de distribution en vue d'un appel des ménages inscrits sur la fiche de paiement
2. Accompagnement des bénéficiaires dans l'aire de distribution
3. Séance de sensibilisation
4. Vérification et signature



### **Respect du genre :**

Implication des femmes, des jeunes au sein des structures mises en place notamment le comité de plainte.



### **Respect de la protection et de la prévention du COVID :**

Priorisation des Fokontany plus éloignés du centre de distribution et sur ce, les vieux, handicapés, les femmes enceintes et allaitantes sont servis en premier  
Mise en place des abris, ombrage et mise à disposition de l'eau à boire.  
Sensibilisation sur l'hygiène  
Mise à disposition des dispositifs de lavage des mains

Respect de la distanciation sociale de 1m



#### **Respect de la sécurité et redevabilité**

Délimitation des zones de distribution par des piquets entourés de corde

Mobilisation des jeunes hommes, des quartiers mobiles par les autorités locales pour assurer la sécurité pendant la distribution

#### **Redevabilité, plaintes et réclamation, mécanisme de feedback**

Implication des autorités locales sur la vérification des bénéficiaires, la résolution des plaintes et la signature du PV de distribution.

## SEUIL DE DECLENCHEMENT/ACTIVATION AA DE LA FAO

Le score résulte d'une pondération de trois groupes d'indicateurs détaillés dans le tableau ci-dessous : la saisonnalité, la vulnérabilité et la prévision. Chaque indicateur de chaque groupe a été également pondéré en concertation avec les différents acteurs, notamment le Cluster SAMS. Le seuil de déclenchement a été évalué pour chaque District. Pour les valeurs en-dessous du 55% des Districts, des actions de suivi et évaluation sont entreprises.

N°	Indicateurs	Echelle des sources des données	Sources de données	Valeur du seuil	Seuils
	Indicateurs de saisonnalité				
1	Cumul de précipitation observée durant les trois dernières mois	Nationale	<a href="https://earlywarning.usgs.gov/fews/ewx/index.html?region=af">https://earlywarning.usgs.gov/fews/ewx/index.html?region=af</a>	0	Normale et supérieure à la normale
				1	Près de la normale ( entre 0 à -10% ou -7.5mm)
				2	Inférieure à la normale ( inférieure à -7.5mm )
3	Anomalie de l'indice normalisée de la végétation ou Normalized Difference Vegetation Index Anomaly (NDVI - Anomaly)	Globale	<a href="http://www.fao.org/giews/earthobservation/country/index.jsp?lang=en&amp;code=MDG">http://www.fao.org/giews/earthobservation/country/index.jsp?lang=en&amp;code=MDG</a>	0	En dessus de la normale (supérieur à 10%)
				1	Normale (entre -10 et 10%)
				2	En dessous de la normale (inférieure à -10%)
5	Anomalie de l'indice d'humidité du Sol ou Soil Moisture (SM) Anomaly	Globale	<a href="https://earlywarning.usgs.gov/fews/ewx/index.html?region=af">https://earlywarning.usgs.gov/fews/ewx/index.html?region=af</a>	0	Supérieur à 0.03m3/m3
				1	Entre -0,03 et 0,03
				2	Inférieur à -0,03
				2	Normale (entre 10 et 20mm)
				3	En dessous de la normale (inférieure à 10mm)
	Les indicateurs de vulnérabilité				
7	IPC	Nationale	FEWSNET: <a href="https://fews.net/fr/southern-africa/madagascar">https://fews.net/fr/southern-africa/madagascar</a>	1	IPC Phase 1
				2	IPC Phase 2
				3	IPC Phase 3 et Plus
				1	Entre 600 et 800 Ariary
				2	Plus de 800 Ariary ou absence sur le marché
10	Prix du maïs	Locale	Données SISAV des 3 dernières mois	0	Augmentation de moins de 10 % par rapport à la moyenne sur 5 ans
				1	Une augmentation de plus de 10 % et jusqu'à 50 % par rapport à la moyenne sur 5 ans (entre 426,8 Ar et 582 Ar).
				2	Une augmentation de plus de 50% par rapport à la moyenne sur 5 ans (plus de 582 Ar).
13	Durée moyenne de stock de manioc séché	Locale	Données SISAV des 3 dernières mois	0	Plus de 3 mois
				1	Entre 1 et 2 mois
				2	Moins de 1 mois
	Indicateurs de prévision				
16	Prévision sur le phénomène ENSO	Globale	<a href="http://www.bom.gov.au/climate/enso/#tabs=Pacific-Ocean">http://www.bom.gov.au/climate/enso/#tabs=Pacific-Ocean</a>	0	Condition neutre
				1	En phase d'observation
				2	Alerte/déclaré
18	Prévision sur l'anomalie de la température	Régionale	<a href="https://www.wmolc.org/seasonPmmeUi/plot_P_MME#">https://www.wmolc.org/seasonPmmeUi/plot_P_MME#</a>	0	en dessous de la normale
				1	Normal
				2	Largement supérieure à la normale
19	Prévision sur l'anomalie de la précipitation	Régionale	<a href="https://www.wmolc.org/seasonPmmeUi/plot_P_MME#">https://www.wmolc.org/seasonPmmeUi/plot_P_MME#</a>	1	En dessus de la normale
				2	Normale
				3	En dessous de la normale